

2020

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

→ GROUPE DES ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL SA



SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| LE GROUPE DES ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL EN 2020 | 3 |
| FAITS MARQUANTS | 6 |
| CHIFFRES CLÉS | 8 |
| CHIFFRE D’AFFAIRES ASSURANCE DU GACM EN 2020 | 9 |
| PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GACM À FIN 2020 | 12 |
| LES MOUVEMENTS SUR LES PARTICIPATIONS | 13 |
| LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS EN 2020 | 14 |
| LES FONDAMENTAUX DU BILAN | 22 |
| CONSOLIDATION..... | 26 |
| PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS | 27 |
| LES MOYENS HUMAINS DU GROUPE..... | 30 |
| ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L’EXERCICE | 30 |
| IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | 30 |
| PERSPECTIVES POUR 2021..... | 31 |

LE GROUPE DES ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL EN 2020

En 1971 le Crédit Mutuel fonde le concept de bancassurance. Aujourd'hui, fort de cette expérience de près de 50 ans, l'activité d'assurance exercée au travers du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) est pleinement intégrée sur le plan commercial et technique au sein du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Les sociétés du GACM conçoivent et gèrent une gamme complète de produits d'assurance destinée aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises et aux associations :

- assurances de biens et de responsabilité ;
- assurances de personnes ;
- assurance vie et capitalisation.

Les réseaux bancaires constituent le cœur de l'activité du GACM en France et à l'étranger. En Belgique, le GACM s'appuie également sur le réseau BEOBANK (filiale du Crédit Mutuel Nord Europe) pour le déploiement de ses produits d'assurance.

Parallèlement, les produits d'assurance des entités du GACM sont commercialisés auprès de clientèles ciblées par l'intermédiaire de courtiers ou via des réseaux d'agences propres à certaines sociétés du groupe (réseaux d'agences Partners Assurances SA en Belgique, Agrupació en Espagne).



Le GACM opère à l'international dans les pays suivants :

- en Libre Prestation de Services (LPS), en Allemagne, à Monaco et dans la plupart des pays européens dans lesquels opère COFIDIS ;
- en Espagne, au travers du GACM ESPAÑA SA, filiale à 100 % du GACM ;
- en Belgique, avec Partners Assurances SA et NELB SA (North Europe Life Belgium), filiales à 100 % du GACM ;

- au Luxembourg, avec ICM Life SA, filiale à 100 % du GACM.

Le GACM détient également des participations financières dans des sociétés d'assurances à l'étranger :

- au Canada, avec une participation de 10 % dans la société holding Desjardins Groupe d'Assurances Générales (DGAG) ;
- en Tunisie, où le GACM détient 30 % du capital de la société d'assurance Astree SA.



En France, les entités du GACM ont concentré l'ensemble de leurs moyens, y compris de personnel, au sein d'un groupement d'intérêt économique, le GIE ACM. Les services fonctionnels y sont communs à l'ensemble des filiales d'assurances du Groupe. Les équipes de gestion salariées du GIE ACM sont réparties sur 8 sites interconnectés et utilisent les moyens informatiques du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Le personnel est ainsi

amené à travailler pour différentes sociétés d'assurances du groupe et applique des procédures de gestion uniformisées.

Compte tenu de son activité de répartiteur de frais communs aux sociétés du groupe, le GIE ACM (créé sans capital) est consolidé par intégration globale.

FAITS MARQUANTS

Impacts majeurs de la pandémie de Covid-19

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences économiques et financières ont eu naturellement d'importantes répercussions sur l'activité et les résultats du GACM en 2020.

Les mesures de confinement mises en place au printemps et à l'automne 2020, en France et dans les pays des filiales du GACM, ont entraîné un ralentissement des ventes de contrats d'assurances. Les portefeuilles ont malgré tout poursuivi leur progression, à un rythme toutefois moins soutenu que les dernières années. La crise a également accentué un repli attendu de la collecte brute sur les supports en euros.

En France, les deux périodes de confinement ont mis en difficulté les assurés professionnels et entreprises. Dans ce contexte, le GACM a pris un certain nombre de mesures exceptionnelles pour les soutenir. Une Prime de Relance Mutualiste, forfaitaire et immédiate, a été versée aux assurés en multirisque professionnelle ayant souscrit une garantie pertes d'exploitation. D'un montant moyen de 7 000 euros, elle totalise près de 180 millions d'euros. Le GACM a également participé aux mesures de soutien mises en œuvre par la profession. Ainsi, 17 millions d'euros ont été versés au fonds de solidarité pour les TPE et les indépendants. Le GACM s'est également engagé à investir 65 millions d'euros en capital et en dette, en soutien de PME et ETI françaises.

En complément, et dans la continuité des mesures solidaires prises dans l'accompagnement de l'ensemble des assurés, les taux de rémunération des fonds en euros des contrats d'assurance vie, de capitalisation et de retraite servis en 2019 ont été maintenus en 2020, en dépit de l'environnement de taux très bas.

La crise a produit des effets contrastés sur les résultats techniques des portefeuilles. Les charges de l'exercice courant en automobile ont diminué de 150 millions d'euros entre 2019 et 2020 en raison principalement de la baisse de la circulation et des déplacements sur la période. En santé, le recul de la consommation et les reports de soins constatés pendant les périodes de confinement ont également eu un impact positif sur la charge de sinistres de la branche. La contribution exceptionnelle sur les complémentaires santé assise sur le montant total des primes santé de 2020 et estimées pour 2021, d'un montant total de 30 millions d'euros, vient en grande partie neutraliser ce gain. Une augmentation de la charge de sinistres en 2021 liée au rattrapage d'une partie de ces soins demeure vraisemblable.

À l'inverse, la sinistralité des branches emprunteurs et prévoyance a fortement progressé. La charge des prestations en arrêts de travail enregistre une hausse de 35 millions d'euros à fin décembre 2020. Le rôle de la crise sanitaire dans cette évolution reste toutefois difficile à dissocier de la dégradation du risque incapacité qui constitue la tendance de fond depuis quelques années. La hausse de la charge des décès (25 millions d'euros) demeure quant à elle modérée par rapport aux capitaux assurés par le GACM, les tranches d'âge plus particulièrement touchées par la Covid-19 au niveau national étant faiblement représentées dans les portefeuilles prévoyance et emprunteurs.

S'agissant des contrats multirisques professionnels, les récentes jurisprudences, contradictoires sur la prise en charge par les assureurs des pertes d'exploitation subies par les activités frappées de mesures d'interdiction d'accueillir du public, ont conduit le GACM à constituer une provision complémentaire.

Dans les filiales internationales, dont le poids est de 6,1 % dans le chiffre d'affaires assurances en 2020, les tendances sont similaires à celles rencontrées en France. Ainsi en Espagne et en Belgique, la baisse des déplacements pendant les périodes de confinement a entraîné une baisse de la charge des sinistres en automobile et en santé.

Par ailleurs, depuis le début de la crise sanitaire, le GACM a régulièrement adapté l'organisation de ses activités en fonction des décisions gouvernementales. À ce titre, il a déployé et assuré l'effectivité des mesures sanitaires nécessaires pour assurer une protection maximale des collaborateurs tout en garantissant sa mission de services essentiels. L'ensemble de ces mesures ont été prises dans le cadre du comité de crise de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, auquel le GACM participe et contribue.

Les dispositifs de protection de la santé des collaborateurs, en premier lieu les mesures concernant le port du masque et les règles de distanciation physique, ainsi que les mesures d'organisation du travail, comme le recours massif au travail à distance, sont suivis par la direction des ressources humaines, en lien avec les partenaires sociaux de l'entreprise.

Enfin, la crise sanitaire conduit à un repli de 54 millions d'euros des produits financiers sur fonds propres, avec notamment une baisse des dividendes reçus par le GACM en 2020 par rapport à 2019.

Poursuite de la baisse des taux

La tendance structurelle de baisse des taux d'intérêt a été accentuée en 2020 par la crise liée à la pandémie de Covid-19. Le lancement par la BCE d'un nouveau programme d'achat d'actifs pour 750 milliards d'euros (*Pandemic Emergency Purchase Programme*, PEPP) et la préférence des investisseurs en période de crise pour les obligations souveraines des États les moins risqués, ont conduit à une nouvelle baisse du taux de l'OAT 10 ans, qui s'établit à - 0,34 % au 31 décembre 2020.

La rentabilité prospective et les ratios de solvabilité des sociétés d'assurance vie s'en trouvent une nouvelle fois entamés. Toutefois, en assurance vie, les mesures prises par le groupe pour limiter la dilution des rendements des portefeuilles obligataires ont porté leurs fruits, avec une progression de 16 points de la part des unités de compte dans la collecte.

La poursuite de la baisse des taux affecte également les provisions techniques comptabilisées par le GACM, notamment celles relatives aux risques à plus longue durée. Ainsi, de nouvelles dotations de provisions ont été nécessaires : 33 millions d'euros en provision technique spéciale complémentaire (PTSC) sur le régime de retraite complémentaire des salariés du Groupe, 40 millions d'euros en assurance automobile au titre des sinistres de responsabilité civile corporels graves et 34 millions d'euros en prévoyance et en assurance des emprunteurs au titre des garanties incapacité de travail.

La sécheresse : un évènement naturel devenu récurrent

L'été 2020 constitue l'été le plus sec jamais enregistré depuis le début des mesures hydriques en France et fait suite à trois autres exercices déjà fortement touchés par des épisodes de sécheresse.

Pour le GACM, la sécheresse 2020 vient dégrader les résultats de son portefeuille habitation d'une charge de sinistres de 35 millions d'euros, pour un évènement estimé entre 1 et 1,3 milliard d'euros sur l'ensemble du marché français.

Dès lors que ces sinistres concernent des biens situés dans des communes qui bénéficient d'un arrêté de catastrophes naturelles au titre du péril sécheresse, le GACM cède 50 % de la charge de ces sinistres en réassurance.

CHIFFRES CLÉS

Chiffre d'affaires consolidé : 10,4 milliards d'euros

En 2020, le chiffre d'affaires consolidé du GACM s'élève à 10 424,1 millions d'euros. À 10 267,0 millions d'euros, le chiffre d'affaires assurance est en diminution de 15,0 %.

6,1 % du chiffre d'affaires assurances est réalisé par des sociétés d'assurance détenues par le GACM et situées à l'international. L'Espagne est le marché étranger le plus important, suivi par la Belgique.

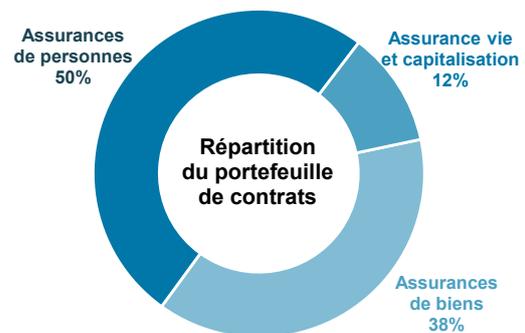
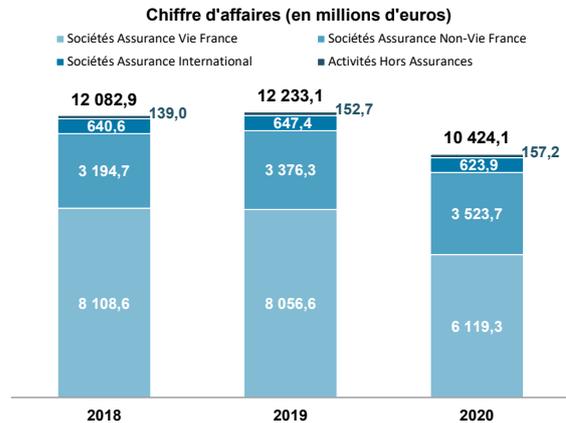
Le chiffre d'affaires des sociétés d'assurance vie en France diminue de 24,0 %, tiré par le repli de 30,5 % de la collecte brute en assurance vie et capitalisation. Déjà amorcée en début d'année suite aux mesures prises visant à une plus grande diversification de la collecte vers les supports en unités de compte, cette baisse s'est accentuée avec la crise sanitaire. L'objectif d'accroître la part des unités de compte est pleinement atteint, avec une part qui atteint 38,4 % contre 22,4 % en 2019.

Les sociétés d'assurance non-vie en France enregistrent quant à elles un chiffre d'affaires en progression de 4,4 %, porté par la croissance des portefeuilles. Au détail, les assurances de biens augmentent de 5,8 % et les assurances de personnes de 2,6 %.

Près de 35 millions de contrats

Malgré la pandémie de Covid-19 qui a freiné l'activité des réseaux sur l'essentiel de l'année, le repli des ventes est limité à 7,2 %. Le portefeuille de contrats a poursuivi une progression très satisfaisante, de 2,3 %, et atteint près de 35 millions de contrats à fin 2020. Au détail, le portefeuille progresse de 3,4 % en assurance de biens, de 1,8 % en prévoyance, de 2,2 % en assurance des emprunteurs et de 1,1 % en assurance vie et capitalisation.

En santé, le portefeuille recule de 2,6 % en raison de la fin du dispositif d'aide à la complémentaire santé (ACS) qui a pour conséquence la disparition de la quasi-totalité de ces contrats. Hors ACS, il enregistre une hausse de 1,4 %.



Résultat net consolidé IFRS : 553,6 millions d'euros

À 553,6 millions d'euros à fin 2020, le résultat net consolidé du GACM est en baisse de 37,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Ce résultat traduit à la fois les impacts de la crise sanitaire sur la charge de sinistres des branches mais également les mesures exceptionnelles prises à l'égard des assurés. En outre, il intègre les conséquences de la poursuite de la baisse des taux d'intérêts et du recul des marchés actions.

| | <i>(en millions d'euros)</i> | | |
|------------------------|------------------------------|-------|----------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Résultat net consolidé | 553,6 | 885,6 | - 37,5 % |
| Part du groupe | 551,1 | 879,1 | - 37,3 % |
| Part des minoritaires | 2,6 | 6,5 | - 60,7 % |

CHIFFRE D'AFFAIRES ASSURANCE DU GACM EN 2020

(en millions d'euros)

| | 2020 | | | | 2019 | | | | Var. % |
|--------------------------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|-----------------|
| | Non-Vie France | Vie France | International | Total | Non-Vie France | Vie France | International | Total | |
| Assurances de biens | 2 109,7 | | 197,8 | 2 307,4 | 1 994,6 | | 210,3 | 2 204,9 | 4,7 % |
| dont automobile | 1 125,1 | | 141,4 | 1 266,5 | 1 067,1 | | 152,5 | 1 219,6 | 3,8 % |
| dont habitation | 647,8 | | 42,8 | 690,6 | 609,5 | | 41,6 | 651,1 | 6,1 % |
| dont autres IRD | 336,8 | | 13,6 | 350,4 | 318,0 | | 16,2 | 334,2 | 4,8 % |
| Assurances de personnes | 1 412,6 | 1 584,5 | 282,1 | 3 279,2 | 1 377,1 | 1 533,1 | 279,8 | 3 190,0 | 2,8 % |
| dont santé | 795,7 | | 130,1 | 925,8 | 800,7 | | 125,1 | 925,7 | 0,0 % |
| dont prévoyance | 225,2 | 385,6 | 41,1 | 651,8 | 214,7 | 373,2 | 41,5 | 629,4 | 3,6 % |
| dont emprunteurs | 391,8 | 1 198,9 | 110,9 | 1 701,6 | 361,8 | 1 159,9 | 113,2 | 1 634,9 | 4,1 % |
| Caution | 0,6 | | | 0,6 | 3,4 | | | 3,4 | - 83,8 % |
| Assurance vie | | 4 534,6 | 119,5 | 4 654,1 | | 6 523,3 | 127,4 | 6 650,7 | - 30,0 % |
| Acceptations | 0,9 | 0,2 | 24,6 | 25,7 | 1,2 | 0,2 | 30,0 | 31,4 | - 18,3 % |
| Total | 3 523,7 | 6 119,3 | 623,9 | 10 267,0 | 3 376,3 | 8 056,6 | 647,4 | 12 080,4 | - 15,0 % |

L'assurance vie et capitalisation

La collecte brute du GACM s'établit à 4 654,1 millions d'euros, en diminution de 30,0 % par rapport à 2019. La collecte sur les supports en euros est en fort repli (- 43,7 %) alors que la collecte sur les supports en unités de comptes (UC) progresse (+ 17,0 %).

Sur le périmètre France, la collecte brute en 2020 est en baisse de 30,5 % dans un marché qui a reculé de 19,6 %. Cette baisse plus importante pour le GACM que pour le marché tient aux mesures mises en place pour accentuer la diversification de la collecte vers les unités de compte, dont les effets se sont cumulés avec les conséquences du confinement du printemps.

Soutenue par des campagnes commerciales au second semestre, la collecte en UC progresse de 19,5 % sur l'année, tandis que celle des supports euros enregistre une baisse de près de 44,9 %. La part des UC s'établit ainsi à 38,4 % contre 22,4 % en 2019.

Le repli de la collecte brute, combiné à une hausse des sorties (+ 2,4 %), notamment des décès, se traduit par une collecte nette négative en France, à - 1,0 milliard d'euros. La collecte nette en UC est cependant positive et en forte progression (1 158,4 millions d'euros contre 253,1 millions d'euros en 2019).

Les assurances de biens

En 2020, les assurances de biens poursuivent leur croissance soutenue malgré le contexte de crise. Le chiffre d'affaires s'établit à 2 307,4 millions d'euros, en hausse de 4,7 %. Cette croissance est portée par le dynamisme des branches automobile et habitation en France. Ces deux branches représentent 19,1 % du chiffre d'affaires assurances du GACM et progressent respectivement de 3,8 % et 6,1 % en 2020.

Les produits d'assurance automobile affichent de bonnes performances commerciales malgré la crise sanitaire et la forte baisse des immatriculations de véhicules particuliers.

Les assurances de personnes

Le chiffre d'affaires des assurances de personnes atteint 3 279,2 millions d'euros en 2020, en progression de 2,8 % par rapport à l'exercice précédent.

La santé affiche un chiffre d'affaires de 925,8 millions d'euros, stable par rapport à 2019. La branche est impactée par la fin du dispositif d'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS), proposée par la MTRL, affiliée au GACM et qui se traduit par la disparition de la quasi-totalité de ce portefeuille.

En effet, à plus de 3,1 millions de contrats, le portefeuille croît de 2,1 % et génère 1 266,5 millions d'euros de chiffre d'affaires.

En habitation, le portefeuille est en hausse de 3,2 % et contribue à la progression du chiffre d'affaires, qui atteint 690,6 millions d'euros.

Enfin, l'ensemble des autres produits IRD poursuivent leur croissance. Plus particulièrement, le chiffre d'affaires en multirisque des professionnels progresse de 15,6 %, bénéficiant de la dynamique de souscription créée par le lancement de la nouvelle offre « Multi Pro ».

En prévoyance, le chiffre d'affaires augmente de 3,6 %, une hausse plus modérée qu'en 2019 en raison d'une dynamique de vente qui a pâti des mesures de confinement.

En assurance des emprunteurs, le chiffre d'affaires s'établit à 1 701,6 millions d'euros en 2020, soit une progression de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent, en lien avec la forte progression des portefeuilles de prêts immobiliers et professionnels.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DU GACM À FIN 2020

| | 31/12/2020 % d'intérêts | 31/12/2019 % d'intérêts | Méthode de consolidation | Évènements de l'exercice | Type de société |
|---|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| ACM IARD SA | 96,53 % | 96,53 % | Intégration globale | | Non-vie |
| ACM SERVICES SA | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Autres activités |
| ACM VIE SAM (5) | - | - | Intégration globale | | Vie |
| ACM VIE SA | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Mixte |
| AGRUPACIÓ AMCI D'ASSEGURANCES I REASSEGURANCES SA (4) | 95,22 % | 95,22 % | Intégration globale | | Mixte |
| AGRUPACIÓ SERVEIS ADMINISTRATIUS AIE (4) | 95,22 % | 95,22 % | Intégration globale | | Autres activités |
| TARGOPENSIONES, ENTIDAD GESTORA DE FONDOS DE PENSIONES SA (4) | 95,22 % | 95,22 % | Intégration globale | | Autres activités |
| AMDIF SL (4) | 95,22 % | 95,22 % | Intégration globale | | Autres activités |
| GACM SEGUROS GENERALES COMPAÑÍA DE SEGUROS Y REASEGUROS SAU (4) | 100,00 % | 100,00 % | Intégration globale | | Non-vie |
| ASESORAMIENTO EN SEGUROS Y PREVISIÓN ATLANTIS, SL (4) | 80,00 % | 80,00 % | Intégration globale | | Courtage |
| ASISTENCIA AVANÇADA BCN SL (4) | 95,22 % | 95,22 % | Intégration globale | | Autres activités |
| ASTREE SA (3) | 30,00 % | 30,00 % | Mise en équivalence | | Mixte |
| ATLANTIS ASESORES SL (4) | 80,00 % | 80,00 % | Intégration globale | | Courtage |
| ATLANTIS CORREDURÍA DE SEGUROS Y CONSULTORÍA ACTUARIAL, SA (4) | 60,00 % | 60,00 % | Intégration globale | | Courtage |
| ATLANTIS VIDA, COMPAÑÍA DE SEGUROS Y REASEGUROS SA (4) | 89,80 % | 89,80 % | Intégration globale | | Vie |
| FONCIÈRE MASSÉNA SA | 99,74 % | 99,74 % | Intégration globale | | Immobilier |
| GACM SA | 100,00 % | 100,00 % | Intégration globale | | Holding |
| GACM ESPAÑA SA (4) | 100,00 % | 100,00 % | Intégration globale | | Holding |
| GIE ACM | 100,00 % | 100,00 % | Intégration globale | | Autres activités |
| ICM LIFE SA (1) | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Vie |
| MTRL (5) | - | - | Intégration globale | | Mixte |
| NELB "NORTH EUROPE LIFE BELGIUM" SA (2) | 99,99 % | 100,00 % | Intégration globale | | Vie |
| NELL "NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG" SA (1) | 0,00 % | 100,00 % | Intégration globale | Absorbée par ICM LIFE SA | Vie |
| PARTNERS ASSURANCES SA (2) | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Non-vie |
| PROCOURTAGE SAS | 100,00 % | 100,00 % | Intégration globale | | Courtage |
| SCI ACM | 99,63 % | 99,70 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SCI ACM COTENTIN | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SCI ACM PROVENCE LA FAYETTE | 99,83 % | 99,83 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SCI ACM 14 RUE DE LONDRES | 99,83 % | 99,83 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SCI ACM SAINT AUGUSTIN | 99,83 % | 99,83 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SCI ACM TOMBE ISSOIRE | 99,99 % | 99,99 % | Intégration globale | | Immobilier |
| SÉRÉNIS ASSURANCES SA | 99,77 % | 99,77 % | Intégration globale | | Non-vie |
| TARGOSEGUROS MÉDIACIÓN SA (4) | 90,00 % | 88,26 % | Intégration globale | | Courtage |

1) sociétés luxembourgeoises

3) société tunisienne

5) sociétés combinées

2) sociétés belges

4) sociétés espagnoles

LES MOUVEMENTS SUR LES PARTICIPATIONS

Cession du portefeuille et fusion-absorption de la société luxembourgeoise NELL SA par ICM LIFE SA

La société anonyme d'assurance vie de droit luxembourgeois NELL SA était détenue à 100 % par le GACM depuis l'absorption de Nord Europe Assurances par le GACM le 27 juin 2018.

Poursuivant une stratégie de développement au Luxembourg via ICM LIFE SA et les réseaux de bancassurance du groupe, le GACM a choisi de céder l'activité de la société NELL SA, tournée vers le courtage, à Afi-Esca Luxembourg le 31 mars 2020, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020. NELL SA a ainsi transféré au cessionnaire l'ensemble des actifs et des dettes liés à son activité (685 millions d'euros d'encours).

Le 29 décembre 2020, la fusion-absorption de NELL SA par ICM LIFE SA a été approuvée par les assemblées générales des deux sociétés, avec un effet comptable rétroactif au 30 septembre 2020. Cette opération, étant intra-groupe, est sans effet sur les comptes consolidés.

En application de la norme IAS 39, l'impact de cette restructuration est sans impact sur les comptes consolidés du GACM. En effet, la politique de distribution des dividendes n'est pas modifiée : l'ensemble des dividendes versés par les filiales opérationnelles à la holding DGAG remontent à ses actionnaires. Le GACM bénéficie donc du même niveau de dividendes en étant actionnaire de la holding.

Pour ces raisons, la plus-value dégagée par le GACM sur l'échange des actions ordinaires est neutralisée dans les comptes consolidés et bénéficie par ailleurs, au plan fiscal, d'un report d'imposition.

Opération Desjardins

En 1989, le GACM a lié un partenariat avec le groupe d'assurances canadien Desjardins. La prise de participation consistait, jusqu'au 1^{er} janvier 2020, en la détention d'actions ordinaires et privilégiées au niveau des filiales d'assurances, ainsi que, plus marginalement, de dettes subordonnées émises par ces dernières.

Au 1^{er} janvier 2020, afin de rationaliser la structure du groupe Desjardins en termes de gouvernance et de gestion du capital, cette participation dans les filiales a été échangée contre une participation au niveau de leur société holding, Desjardins Groupe d'Assurances Générales (DGAG). À l'issue de cette opération, le GACM détient :

- 10 % du capital de DGAG en actions ordinaires ;
- 114 millions de dollars canadiens d'actions privilégiées émises par DGAG, rémunérées à 5,50 % par an (contre un total de 121 millions de dollars canadiens rémunérés à 4,75 % sous l'ancienne structuration) ;
- 14 millions de dollars canadiens de dettes subordonnées émises par DGAG rémunérées à 2,79 % par an (contre un total de 13,3 millions de dollars canadiens rémunérés à 3 % auparavant).

LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS EN 2020

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2020 et telles qu'adoptées par l'Union européenne.

| | (en millions d'euros) | | |
|--|-----------------------|-----------------|-----------------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Primes émises | 10 267,0 | 12 080,4 | - 15,0 % |
| Variation des primes non acquises | 5,4 | - 3,1 | - 276,4 % |
| Primes acquises | 10 272,4 | 12 077,3 | - 14,9 % |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 157,2 | 152,7 | 3,0 % |
| Produits des placements nets de charges | 2 793,7 | 5 246,7 | - 46,8 % |
| Charges des prestations des contrats | - 10 267,2 | - 14 224,1 | - 27,8 % |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | - 25,5 | 15,2 | - 267,8 % |
| Autres produits et charges courants | - 2 061,8 | - 1 990,8 | 3,6 % |
| Résultat opérationnel | 868,8 | 1 276,9 | - 32,0 % |
| Charges de financement | - 31,5 | - 27,9 | 12,8 % |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 2,4 | 10,9 | - 78,1 % |
| Impôt sur les résultats | - 286,1 | - 374,3 | - 23,6 % |
| RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ | 553,6 | 885,6 | - 37,5 % |
| Intérêts minoritaires | - 2,6 | - 6,5 | - 60,7 % |
| Résultat net (part du groupe) | 551,1 | 879,1 | - 37,3 % |

Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité s'établit comme suit. L'évolution du chiffre d'affaires des activités d'assurance est commentée dans le chapitre « Chiffre d'affaires assurance du GACM en 2020 ».

Le chiffre d'affaires des autres activités est essentiellement lié aux sociétés immobilières.

| | (en millions d'euros) | | |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------------|----------------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Chiffre d'affaires consolidé | 10 424,1 | 12 233,1 | - 14,8% |
| Non-vie France | 3 523,7 | 3 376,3 | 4,4% |
| Vie France | 6 119,3 | 8 056,6 | - 24,0% |
| International | 626,9 | 650,7 | - 3,7% |
| Autres activités France | 154,2 | 149,4 | 3,2% |

Produits des placements nets de charges

Ce poste enregistre la totalité des produits financiers nets de charges financières de l'exercice.

(en millions d'euros)

| | 2020 | | | | | 2019 | | | | | Var. % |
|---|----------------|----------------|---------------|-------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|-------------------------|----------------|-----------------|
| | Non-Vie France | Vie France | International | Autres activités France | Total | Non-Vie France | Vie France | International | Autres activités France | Total | |
| Produits des placements | 145,9 | 2 422,4 | 55,1 | - 30,4 | 2 593,0 | 188,1 | 3 139,2 | 127,3 | 94,1 | 3 548,8 | - 26,9 % |
| Charges des placements | - 4,1 | - 18,5 | - 17,6 | - 6,6 | - 46,9 | - 4,4 | - 19,3 | - 17,9 | - 4,6 | - 46,2 | 1,4 % |
| Variation des dépréciations sur placement | - 15,8 | - 208,2 | - 4,1 | | - 228,0 | - 1,9 | - 22,9 | | | - 24,7 | 824,5 % |
| Sous-total | 126,0 | 2 195,7 | 33,4 | - 37,0 | 2 318,1 | 181,8 | 3 097,0 | 109,4 | 89,6 | 3 477,9 | - 33,3 % |
| Variation de la juste valeur des UC | | 466,1 | 9,5 | | 475,6 | | 1 696,1 | 72,6 | | 1 768,8 | - 73,1 % |
| Total | 126,0 | 2 661,8 | 42,9 | - 37,0 | 2 793,7 | 181,8 | 4 793,2 | 182,1 | 89,6 | 5 246,7 | - 46,8 % |

En 2020, les produits financiers des sociétés d'assurance s'élèvent à 2 793,7 millions d'euros contre 5 246,7 millions d'euros en 2019, soit une diminution de 2 452,9 millions d'euros par rapport à l'exercice 2019.

Cette variation s'explique d'une part par une évolution bien moins favorable des marchés financiers impactant la valorisation des actifs en unité de compte et des actifs classés en juste valeur par option sur le résultat (IAS 39).

Ces derniers sont majoritairement en face des fonds euros et font l'objet d'une provision pour participation aux bénéfices différée passive.

D'autre part, les revenus financiers courants sont en baisse à la fois au niveau des portefeuilles actions (dividendes) et obligataires (poursuite de la dilution des revenus dans un contexte de taux bas).

La gestion des actifs

La politique de placement

Les investissements des sociétés du Groupe, sont réalisés et gérés de façon distincte en adéquation avec les engagements et les risques propres à chaque entité.

Les placements en produits de taux restent prédominants dans les comptes de la compagnie d'assurance.

La crise financière a entraîné une chute brutale de l'activité économique en 2020, la croissance mondiale pourrait ainsi se contracter d'environ - 4,4 % après une hausse de 2,8 % en 2019. Afin d'empêcher un effondrement de l'économie, les États et les banques centrales ont agi de manière inédite, dès le début de la crise. Les gouvernements ont mis en place des plans de relance de grande ampleur (prêts garantis aux entreprises, de chômage partiel). La BCE a augmenté ses achats d'actifs (obligations souveraines et *corporate*) et soutenu le système bancaire par des apports de liquidité et une baisse des exigences en fonds propres, afin d'inciter les banques à poursuivre le financement de l'économie. En raison de l'action des Banques Centrales, les taux d'intérêt sont restés à des niveaux très faibles tout au long de l'année, malgré la hausse de l'endettement des États. L'OAT 10 ans a terminé l'année à - 0,34 % (moyenne de - 0,14 % en 2020 après + 0,13 % en 2019) proche de son plus bas historique. Les taux de rendements des dettes des pays périphériques se sont également

contractés, malgré les incertitudes économiques. Sur le marché du crédit (*corporate* et banques), les primes de risques ont augmenté fortement à partir de mars, avant de diminuer progressivement pour retrouver, fin 2020, les niveaux d'avant crise. Le marché primaire (nouvelles émissions de dette) a atteint des volumes records sur la dette *corporate*.

Dans un contexte de taux durablement bas, les investissements sur le secteur privé (*corporate* et banques) ont été privilégiés : 68 % des achats nets avec une part particulièrement élevée sur le *corporate* (39 %). Sur le secteur public (souverains et agences, 32 % des achats nets), des achats d'obligations d'États européens (OAT / Espagne / Portugal) ont été réalisés jusqu'en avril. La recherche de rendement a ensuite conduit au second semestre à investir dans des agences et dans la dette souveraine du Japon et des États-Unis (couverts en Euro). Dans un contexte économique incertain, marqué par de nombreuses dégradations de notations, les émetteurs les plus solides ont été prépondérants dans les investissements (81 % > BBB). Des ventes ont été réalisées sur des émetteurs ou secteurs sous pression (Italie et *corporate* en particulier) afin de profiter de l'amélioration des valorisations au second semestre.

Afin d'améliorer le rendement du portefeuille, des investissements sur les fonds de dettes ont été réalisés en 2020. Les secteurs privilégiés a été celui de la dette infrastructure.

Les marchés actions européens ont suivi l'évolution de la crise sanitaire qui a impacté le monde entier en 2020, en baissant fortement en février/mars lors du confinement, avec une volatilité record, et en récupérant une bonne partie des pertes au gré des afflux de liquidités des banques centrales, des plans massifs de relance budgétaire, de reprise d'activité post-confinement et des espoirs de vaccin au dernier trimestre.

Si les marchés européens sont en baisse en 2020 (CAC40 : - 7,1 % hors dividendes), les actifs « refuge », résilients dans les crises ou offrant les meilleures perspectives dans un contexte de fort ralentissement économique, ont en revanche très bien performé. Il s'agit par exemple des États-Unis, de l'Asie dont la croissance a été préservée par la sortie rapide de la crise sanitaire, ou des secteurs technologiques, consommation / luxe ou liés à l'environnement.

Les investissements actions en 2020 ont été réalisés au gré des replis de marchés : fin janvier, sur de meilleurs niveaux que fin 2019, puis en mars / avril, de façon plus marquée, alors que les perspectives d'activité étaient les plus incertaines en raison des mesures de confinement, puis à l'automne lors de la « seconde vague » de la crise sanitaire

et des élections américaines, enfin en décembre lors de l'annonce d'une variante du virus encore plus contagieuse. Quelques prises de profits tactiques ont été réalisés en cours d'année, sur des rebonds significatifs. Les achats ont porté essentiellement sur la technologie (forte visibilité du secteur, bilan sain), la santé/équipements médicaux, les cycliques offrant de la visibilité à long terme (gaz industriels par exemple) et les entreprises associées à une économie plus « propre », dans les transports ou les énergies renouvelables. La diversification internationale s'est poursuivie, majoritairement sur les États-Unis mais également sur l'Asie.

Parmi les actifs de diversification, le capital investissement (« *private equity* ») et l'infrastructure, aux fortes espérances de rendement sur le long terme, sont à nouveau restés l'axe majeur d'investissement en 2020.

Les placements immobiliers représentent 5,9 milliards d'euros au 31 décembre 2020. Au cours de l'année, les investissements ont été principalement réalisés en direct, sur de l'immobilier de bureau *core*, ainsi qu'en *club-deal* sur des immeubles de bureaux à construire ou à restructurer, situés à Paris et en première couronne parisienne. Des participations ont été prises dans divers fonds immobiliers et ont permis un renforcement de l'exposition aux secteurs de l'habitation paneuropéenne et de la santé.

La maîtrise des risques financiers et les instruments financiers à terme

La politique de gestion des risques financiers vise à mettre en place une structure d'actifs en adéquation avec les engagements au passif du bilan. La poursuite de cet objectif conduit à s'assurer que l'amplitude des écarts entre la valeur des actifs et celle des passifs soit contenue tant à court terme qu'à moyen et long terme.

Les règles et les limites de placement et de gestion fixées constituent le premier maillon de la gestion des risques financiers. Ce corps de règles est décrit dans la politique d'investissement du groupe auquel appartient la société et tient compte de l'obligation relative au principe de la « personne prudente ».

La gestion des risques financiers porte sur l'ensemble des risques suivants :

- le risque de marché ;
- le risque de taux ;
- le risque actions et assimilés ;
- le risque de change ;
- le risque de liquidité ;
- le risque de contrepartie (au sens Solvabilité II).

La gestion des risques financiers s'articule autour de plusieurs services :

- le service de gestion actif-passif (ou ALM), qui définit des allocations d'actifs stratégiques en fonction de contraintes de passif de façon à limiter le risque de taux, le risque actions et le risque immobilier ;
- le *risk management* financier qui bâtit un corps de limites et de règles internes visant à limiter l'exposition aux risques de liquidité, de crédit et de contrepartie (au sens Solvabilité II) ;
- les gérants d'actifs, qui définissent les allocations tactiques et gèrent les portefeuilles d'actifs, tout en tenant compte des contraintes fixées par l'ALM et le *risk management* financier ;
- le service de contrôle des risques financiers (CRF), qui s'assure, *a posteriori*, du respect des limites fixées.

Au 31 décembre 2020, les couvertures contre le risque de taux sont arrivées à échéance et n'ont pas été renouvelées.

Aucune couverture contre le risque actions n'a été mise en place en 2020.

Les ACM couvrent leur risque de change via l'acquisition de contrats de « *cross currency swaps* » portant pour 370 millions d'euros de nominal sur des expositions libellées en yens et 28 millions d'euros de nominal sur des expositions libellées en livres Sterling.

Charge des prestations des contrats

La charge des prestations des contrats inclut les prestations, les frais de gestion de sinistres et les variations de provisions. Elle s'élève à 10 267,2 millions d'euros en 2020 contre 14 224,1 millions d'euros en 2019. Cela représente une diminution de 27,8 %.

Activité des sociétés non-vie en France

À 2 871,6 millions d'euros en 2020 contre 2 688,2 millions d'euros en 2019, la charge des prestations des sociétés non-vie en France est en hausse de 6,8 %. Au détail des branches d'activité, les évolutions sont contrastées. La baisse des déplacements et par conséquent la hausse de la présence à domicile a permis une baisse de la charge sinistre d'environ 150 millions d'euros en automobile et de 20 millions d'euros en habitation. Cette amélioration est néanmoins tempérée par l'impact sur les provisions de la nouvelle baisse des taux techniques. En 2020, les événements climatiques survenus sur l'année ont été moins importants par rapport à 2019. Néanmoins, la sécheresse de l'été 2020, qui succède à des épisodes de sécheresse récurrents depuis 2017, a généré une charge de 35 millions d'euros.

A *contrario*, la charge de prestations **en autres IRD** est en très forte progression par rapport à 2019. En 2020, elle intègre la prime de relance mutualiste pour 179 millions d'euros. Les récentes jurisprudences, contradictoires sur la prise en charge par les assureurs des pertes d'exploitation subies par les activités frappées de mesures d'interdiction d'accueillir du public, ont conduit le GACM à constituer une

provision complémentaire de 89 millions d'euros sur les contrats multirisques professionnelles. Par ailleurs, la dégradation des ratios de rentabilité des dommages aux biens des professionnels résultant de ces éléments entraîne la dotation d'une provision pour risque en cours (PREC) pour un montant de 44 millions d'euros.

En **santé**, les reports de soins constatés sur les périodes de confinement se traduisent par une baisse de la charge de sinistres de 40 millions d'euros, tempérée à la fois par l'entrée en vigueur du 100 % Santé et par la contribution exceptionnelle pour les complémentaires santé. La charge totale de cette contribution s'élève à 30 millions d'euros, dont 20 millions au titre de 2020, au taux de 2,6 % et 10 millions au titre de 2021, au taux de 1,3 %.

En **prévoyance et assurance des emprunteurs**, la crise sanitaire engendre une hausse de la sinistralité incapacité de travail de 35 millions d'euros. La baisse des taux d'actualisation ainsi que la poursuite de la dégradation du risque incapacité de travail conduisent à des dotations complémentaires de provisions.

Activité des sociétés vie en France

La charge des prestations des contrats des sociétés vie en France diminue de 36,6 % sur l'exercice avec 6 940,0 millions d'euros en 2020 contre 10 942,0 millions d'euros en 2019.

Cette variation provient principalement de l'assurance vie et est liée à la forte baisse de la collecte brute en euros.

Autres produits et charges courantsLes charges de gestion

Les charges de gestion incluent les commissions versées et les charges d'exploitation.

Elles s'élèvent à 2 272,3 millions d'euros, en progression de 2,4 % sur l'exercice.

(en millions d'euros)

| | 2020 | 2019 | Var. % |
|---------------------------------|----------------|----------------|--------------|
| Frais d'acquisition* | 1 339,0 | 1 301,3 | 2,9 % |
| Frais d'administration | 553,3 | 537,2 | 3,0 % |
| Frais de gestion des sinistres | 193,3 | 198,3 | - 2,5 % |
| Autres charges techniques | 122,6 | 118,5 | 3,4 % |
| Frais de gestion des placements | 11,7 | 12,0 | - 2,6 % |
| Autres produits et charges | 52,4 | 50,6 | 3,7 % |
| Total | 2 272,3 | 2 218,0 | 2,4 % |

*Hors variation des frais d'acquisition reportés.

(en millions d'euros)

| | 2020 | 2019 | Var. % |
|---|----------------|----------------|--------------|
| Commissions | 1 643,5 | 1 591,1 | 3,3 % |
| Charges de personnel | 265,7 | 266,6 | - 0,3 % |
| Impôts et taxes | 58,8 | 60,3 | - 2,4 % |
| Autres frais de gestion courante | 290,9 | 295,6 | - 1,6 % |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | 13,4 | 4,4 | 207,5 % |
| Total | 2 272,3 | 2 218,0 | 2,4 % |

En 2020, les commissions augmentent de 3,3 % par rapport à 2019. Cette évolution est portée par la progression du chiffre d'affaires en assurances de risques. Les commissions en assurance vie sont stables.

Les autres charges de gestion sont, au global, en légère hausse (+ 0,3 %) par rapport à 2019 (628,8 millions d'euros versus 626,9 millions d'euros en 2019). Les frais informatiques et notamment les frais de développement ont continué leur progression dans le cadre du plan stratégique

du GACM. *A contrario*, la crise a entraîné un ralentissement des processus de recrutement qui s'est traduit par un effectif total fin 2020 en légère baisse. D'autres postes de frais de gestion diminuent sur l'exercice en lien avec la crise (dont personnel intérimaire et frais de déplacement).

À noter qu'à partir de 2020, la norme IFRS 16 impose une reclassification des frais liés aux locations mobilières et immobilières vers les « dotations aux amortissements » (soit 7,9 millions d'euros sur la période).

Les commissions

Les commissions se répartissent de la manière suivante :

| Répartition par réseau | <i>(en millions d'euros)</i> | | |
|---------------------------|------------------------------|----------------|--------------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Commissions émises | 1 643,5 | 1 591,1 | 3,3 % |
| dont réseau Crédit Mutuel | 871,3 | 833,5 | 4,5 % |
| dont réseau CIC | 422,3 | 408,0 | 3,5 % |
| dont réseau Cofidis | 218,9 | 220,7 | - 0,8 % |
| dont Autres | 130,9 | 128,8 | 1,6 % |

Au global, les commissions émises de l'exercice augmentent de 3,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Avec un total de 79 % des commissions versées, les réseaux Crédit Mutuel - CIC en restent les principaux bénéficiaires.

À 1 211,6 millions d'euros en 2020, les commissions en assurance de risques sont en progression de 5,2 %, portées par la poursuite du développement de l'activité et par la croissance du chiffre d'affaires.

En assurance vie, les commissions versées s'élèvent à 431,1 millions d'euros, stables par rapport à 2019 (+ 0,2 %). L'augmentation des commissions de rétrocessions, en lien avec la part croissante des unités de compte dans l'encours, compense la baisse des commissions à l'entrée liée au repli de la collecte brute et celle des commissions sur encours, cette dernière provenant principalement de la vente du portefeuille de NELL SA en 2020.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 868,8 millions d'euros à fin 2020, un niveau globalement stable par rapport à 2019.

(en millions d'euros)

| | 2020 | 2019 | Var. | Var. % |
|------------------------------|--------------|----------------|----------------|-----------------|
| Non-vie France | 103,1 | 244,2 | - 141,1 | - 57,8 % |
| Vie France | 656,6 | 812,1 | - 155,5 | - 19,2 % |
| International | 31,5 | 38,0 | - 6,5 | - 17,2 % |
| Autres activités France | 77,7 | 182,6 | - 104,9 | - 57,5 % |
| Résultat opérationnel | 868,8 | 1 276,9 | - 408,1 | - 32,0 % |

Le résultat opérationnel des sociétés non-vie en France diminue de 57,8 %. Cette baisse provient essentiellement des dotations complémentaires aux provisions techniques en automobile et en assurances de personnes, conséquence de la baisse des taux d'actualisation, et des charges liées à la perte d'exploitation (prime mutualiste et provision complémentaire).

Au-delà des impacts de la crise sanitaire, la hausse de la sinistralité en incapacité et invalidité, observée depuis 2018, s'est poursuivie en 2020, et impacte négativement les résultats de l'assurance des emprunteurs et de la prévoyance.

À 656,6 millions d'euros, le résultat opérationnel des sociétés Vie en France régresse en 2020 de 19,2 % par rapport à 2019. Cette évolution est la conséquence de la dégradation des résultats en assurance de personnes et de la baisse des marchés financiers. Ces derniers contribuent aux résultats du GACM au travers de la variation des titres classés en juste valeur par résultat dans les comptes IFRS.

Les résultats opérationnels des activités à l'international et des autres activités en France sont en baisse et atteignent respectivement 31,5 millions d'euros et 77,7 millions d'euros à fin 2020. Pour rappel en 2019, la cession des titres de RMA avait occasionné une plus-value consolidée de 86,3 millions d'euros.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 286,1 millions d'euros à fin 2020 contre 374,3 millions d'euros en 2019.

La différence de 4,2 points entre le taux effectif d'impôt entre 2020 et 2019 s'explique notamment par la non fiscalisation de la plus-value (consolidée) de cession des titres RMA en 2019.

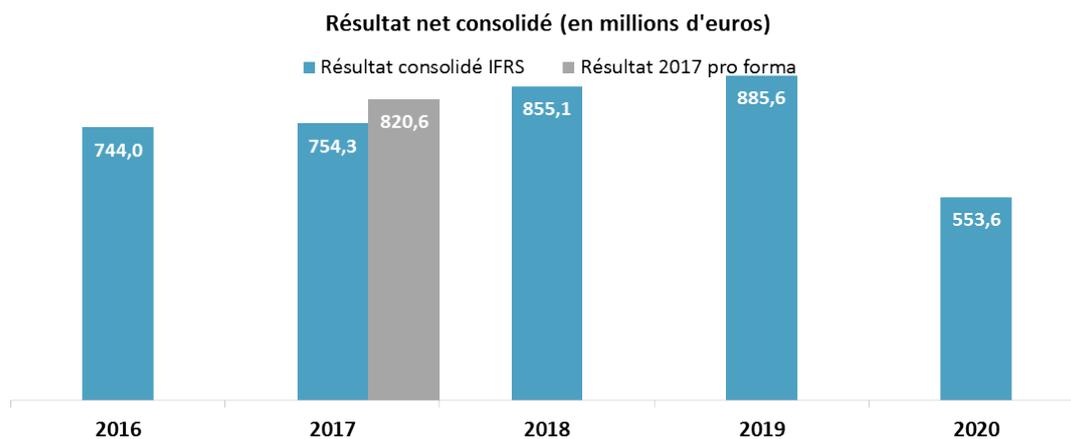
(en millions d'euros)

| | 2020 | 2019 | Var. | % |
|--|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Non-vie France | 37,0 | 83,7 | - 46,7 | - 55,8 % |
| Vie France | 231,0 | 262,1 | - 31,1 | - 11,9 % |
| International | 8,8 | 9,2 | - 0,4 | - 4,0 % |
| Autres activités France | 9,2 | 19,3 | - 10,1 | - 52,2 % |
| Total | 286,1 | 374,3 | - 88,3 | - 23,6 % |
| Résultat avant impôts (hors MEE) | 837,3 | 1 249,0 | - 411,7 | - 33,0 % |
| Taux d'impôts effectif (hors MEE) | 34,2 % | 30,0 % | | |

Résultat net

Le résultat net consolidé en normes internationales (IFRS) s'élève à 553,6 millions d'euros, en régression de 37,5 %. Le résultat net part du Groupe atteint 551,1 millions d'euros contre 879,1 millions en 2019.

L'évolution du résultat consolidé du Groupe sur les cinq derniers exercices est présentée comme suit :



Contribution des activités à la formation du résultat net

(en millions d'euros)

| | 2020 | % | 2019 | % | Var. % |
|-------------------------|--------------|----------------|--------------|----------------|-----------------|
| Non-Vie France | 66,2 | 12,0 % | 160,8 | 18,2 % | - 58,8 % |
| Vie France | 394,0 | 71,2 % | 522,0 | 59,0 % | - 24,5 % |
| International | 25,0 | 4,5 % | 39,5 | 4,5 % | - 36,6 % |
| Autres activités France | 68,5 | 12,4 % | 163,3 | 18,4 % | - 58,1 % |
| Résultat net | 553,6 | 100,0 % | 885,6 | 100,0 % | - 37,5 % |

LES FONDAMENTAUX DU BILAN

| | (en millions d'euros) | | |
|--|-----------------------|------------------|--------------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Total bilan | 142 523,0 | 140 613,9 | 1,4 % |
| Fonds propres et résultats | 11 781,9 | 11 064,3 | 6,5 % |
| <i>dont part du Groupe</i> | 11 690,9 | 10 976,5 | 6,5 % |
| <i>dont part des minoritaires</i> | 91,0 | 87,8 | 3,7 % |
| Provisions techniques | 119 216,6 | 117 801,7 | 1,2 % |
| Placements (hors titres mis en équivalence) | 140 325,3 | 137 576,9 | 2,0 % |

Les dividendes

Les dividendes versés par le GACM SA au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2019 : aucun dividende versé ;
- 2018 : 23,50 euros par action ;
- 2017 : 4,20 euros par action.

Les fonds propres

(en millions d'euros)

| | 2019 | Affectation du résultat | Dividendes | Résultat net de la période | Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres | Variation de capital | Variation de taux d'intérêt | Variation de périmètre | Autres | 2020 |
|---|-----------------|-------------------------|------------|----------------------------|--|----------------------|-----------------------------|------------------------|---------------|-----------------|
| Capital social | 1 241,0 | | | | | | | | | 1 241,0 |
| Primes liées au capital | 1 154,3 | | | | | | | | | 1 154,3 |
| Résultats cumulés | 6 060,1 | 879,1 | | | | | 0,2 | | - 51,1 | 6 888,2 |
| Résultat net | 879,1 | - 879,1 | | 551,1 | | | | | | 551,1 |
| Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres | 1 642,0 | | | | 214,2 | | | | | 1 856,2 |
| Total part du Groupe | 10 976,5 | 0,0 | 0,0 | 551,1 | 214,2 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | - 51,1 | 11 690,9 |
| Intérêts minoritaires | 87,8 | | | 2,6 | 0,8 | | - 0,2 | | | 91,0 |
| Total des capitaux propres | 11 064,3 | 0,0 | 0,0 | 553,6 | 215,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - 51,1 | 11 781,9 |

Les fonds propres de la période sont principalement impactés par le résultat net de l'exercice 2020. En effet, conformément aux directives gouvernementales en lien avec la crise sanitaire, aucun dividende n'a été versé en 2020.

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance (provisions techniques)

Les engagements envers les assurés représentent un total de 119,2 milliards d'euros au 31 décembre et progressent de 1,4 milliard d'euros (1,2 %).

Provisions techniques des sociétés vie

(en millions d'euros)

| | 2020 | 2019 | Var. % |
|--|------------------|------------------|----------------|
| Provisions techniques vie | 87 258,1 | 88 039,5 | - 0,9 % |
| <i>dont provisions mathématiques</i> | 80 680,9 | 81 924,2 | - 1,5 % |
| <i>dont provisions pour sinistres</i> | 289,8 | 282,8 | 2,5 % |
| <i>dont provisions pour participations</i> | 361,5 | 345,6 | 4,6 % |
| <i>dont provision pour participation aux excédents</i> | 5 923,4 | 5 484,6 | 8,0 % |
| <i>dont autres provisions techniques</i> | 2,5 | 2,3 | 10,2 % |
| Participations aux bénéfices différées | 11 425,3 | 11 332,0 | 0,8 % |
| Sous-total | 98 683,4 | 99 371,5 | - 0,7 % |
| Provisions techniques des contrats en UC | 15 205,9 | 13 694,6 | 11,0 % |
| Total | 113 889,3 | 113 066,1 | 0,7 % |

En 2020, les provisions techniques vie en euros progressent de 0,7 %. Cette variation repose principalement sur la baisse des provisions mathématiques, en lien non seulement avec la forte décollecte sur les supports euros (- 2 260,1 millions d'euros) mais également avec la cession de la société NELL SA.

Par ailleurs, une provision technique spéciale complémentaire (PTSC) a été constituée en 2020 au titre du régime de retraite complémentaire des salariés du Groupe pour 33 millions d'euros.

La provision pour participation aux excédents (PPE) s'élève à 5,9 milliards d'euros, représentant ainsi 8,0 % des provisions mathématiques à fin 2020 sur le périmètre GACM France, contre 7,2 % à fin 2019. Par conséquent, malgré le contexte de crise sanitaire et économique en 2020, le GACM poursuit l'augmentation de sa capacité distributrice et la réduction de son exposition au risque de taux.

Compte tenu des circonstances exceptionnelles de l'année et en dépit des conditions de marché défavorables, les sociétés françaises du GACM ont décidé de maintenir en 2020 les taux de rémunération des fonds euros de leurs contrats d'assurance vie servis en 2019.

Cette décision forte vient en soutien des épargnants et de leur pouvoir d'achat face à la crise et ses conséquences économiques et sociales.

Les provisions techniques représentatives des engagements en unités de compte (UC) sont en progression de 11,0 %. Cette évolution s'explique notamment par la forte hausse de la collecte nette sur les supports UC en 2020. En outre, les ajustements de valeur des supports en UC restent positifs en 2020 (475,6 millions d'euros) même s'ils sont en recul par rapport à 2019 (- 1 293,2 millions d'euros) en raison de la baisse des marchés financiers.

Provisions techniques des sociétés non-vie

| | <i>(en millions d'euros)</i> | | |
|---|------------------------------|----------------|-----------------|
| | 2020 | 2019 | Var. % |
| Provisions pour primes non acquises | 307,6 | 312,8 | - 1,6 % |
| Provisions pour sinistres à payer | 3 961,1 | 3 610,8 | 9,7 % |
| Provisions pour participation aux bénéfices | 8,0 | 4,2 | 89,0 % |
| Autres provisions techniques | 972,8 | 777,3 | 25,1 % |
| Sous-total | 5 249,5 | 4 705,1 | 11,6 % |
| Provisions pour PB différées non-vie | 13,8 | 18,1 | - 23,7 % |
| Total | 5 263,3 | 4 723,2 | 11,4 % |

Les provisions techniques non-vie progressent de 11,4 % sur l'exercice 2020.

Une provision complémentaire d'un montant de 89 millions a notamment été constituée afin de tenir compte des aléas judiciaires induits par les récentes jurisprudences contradictoires sur la prise en charge par les assureurs des pertes d'exploitation subies par les activités frappées de mesures d'interdiction d'accueillir du public.

Par ailleurs, la dégradation des ratios de rentabilité des dommages aux biens des professionnels entraîne la constitution d'une provision pour risque en cours à hauteur de 44 millions d'euros.

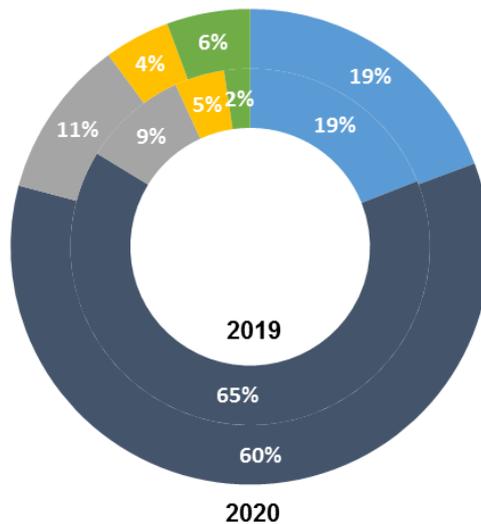
La dégradation de la sinistralité incapacité de travail observée ces dernières années se poursuit entraînant une hausse significative des provisions en assurance des emprunteurs et en prévoyance (provisions pour risques croissants classées en « autres provisions techniques »).

La poursuite de la baisse des taux en 2020 a également pesé sur les provisions, notamment en assurances des emprunteurs, en prévoyance et en automobile.

Placements des activités d'assurance

Répartition en valeur de marché des placements des activités d'assurance

■ Actions et autres titres à revenus variables ■ Obligations ■ Placements en UC ■ Placements immobiliers ■ Prêts et créances



Les placements des activités d'assurance augmentent de 1,9 % en 2020 en valeur au bilan et de 1,8 % en juste valeur.

La part des actions et autres titres à revenus variables dans le total des placements reste stable passant de 19,9 % à fin 2019 à 19,6 % à fin 2020. La part des obligations et autres titres à revenus fixes passe de 62,0 % à fin 2019 à 60,0 % à fin 2020.

Le stock des réserves de réévaluation des plus-values latentes AFS s'inscrit en hausse de 13,0 % passant de 1 674,7 millions d'euros à fin 2019 à 1 892,2 millions d'euros à fin 2020.

Les instruments de capitaux propres classés en titres disponibles à la vente sont dépréciés dès lors que la moins-value latente est jugée importante ou durable.

Les critères quantitatifs retenus sont les suivants :

- le titre est en situation de moins-value latente depuis au moins 36 mois ;
- ou le titre est en moins-value latente à hauteur de 50 % ou plus à la date d'arrêt ;
- ou le titre était déprécié à la clôture de l'exercice précédent.

Le stock de dépréciation sur les instruments de capitaux propres est de 1 243,9 millions d'euros en 2020 contre 1 163,3 millions d'euros en 2019, soit une augmentation de 80,7 millions d'euros en raison des fortes volatilités des marchés financiers sur l'année 2020.

Placements en UC

Les placements représentant les engagements en unités de compte s'élèvent à 15 274,7 millions d'euros et sont en hausse de 1 523,7 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Ils représentent 10,9 % du total des placements à fin 2020 contre 10,0 % à fin 2019.

La variation de valeur des supports investis s'élève à 475,6 millions d'euros en 2020, contre 1768,8 millions d'euros en 2019.

Autres placements

Les placements des autres entreprises totalisent 650,8 millions d'euros à fin 2020 contre 464,6 millions d'euros en 2019.

Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence totalisent 15,2 millions d'euros et représentent la quote-part de capitaux propres détenus dans la société d'assurances Astree SA.

CONSOLIDATION

Les comptes du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel sont consolidés :

- par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, et ;
- par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale qui établit les comptes consolidés « bancassurance » ;

Les entités citées ont leur siège social 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen - 67000 Strasbourg.

- par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, (niveau national), dont le siège social de l'organe central est situé 88 rue Cardinet - 75017 Paris.

Publication en normes IFRS des comptes consolidés 2020 du GACM

L'article L.233-24 du Code de commerce ouvre aux sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne (sociétés

non cotées) l'option de publier leurs comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

Le GACM publie ses comptes consolidés en normes IFRS depuis l'exercice 2016.

Conventions d'affiliation entre le GACM et les mutuelles ACM VIE SAM et MTRL

Ces conventions ont été votées en AGE et entérinées par l'ACPR en 2016.

Elles matérialisent et renforcent les relations financières fortes et durables entre ces deux entités et le groupe GACM.

Les conventions prévoient que les entités sont incluses dans le groupe GACM pour l'établissement des comptes consolidés IFRS.

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les données des filiales présentées ci-dessous sont issues des comptes sociaux de chaque entité.

ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL IARD SA

Société Anonyme au capital de 201 596 720,00 €, entreprise régie par le Code des assurances
Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen - 67000 Strasbourg

Le chiffre d'affaires d'ACM IARD SA est en hausse de 4,6 % et atteint 3,5 milliards d'euros. Cette progression soutenue est portée par l'évolution des portefeuilles et concerne l'ensemble des branches.

Le résultat net de la société s'établit à 48,6 millions d'euros, en diminution de 61,8 %. Cette évolution s'explique

principalement par les impacts techniques de la crise sanitaire sur l'ensemble des branches mais également par les mesures exceptionnelles prises à l'égard des assurés. En outre, il intègre les impacts de la poursuite de la baisse des taux, notamment sur les provisions de sinistres automobile et incapacité / invalidité.

(en millions d'euros)

| ACM IARD SA | Chiffre d'affaires | Résultat net | Total bilan | Provisions techniques | Fonds propres et résultat avant affectation |
|-----------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|-----------------------|---|
| 2016 | 2 689,6 | 187,5 | 5 394,5 | 3 163,1 | 1 794,3 |
| 2017 | 2 831,5 | 235,7 | 5 764,7 | 3 392,4 | 1 859,7 |
| 2018 (1) | 3 177,3 | 278,5 | 6 414,3 | 3 769,8 | 2 034,0 |
| 2019 | 3 358,0 | 127,4 | 6 654,9 | 4 295,2 | 1 600,6 |
| 2020 | 3 513,5 | 48,6 | 7 259,4 | 4 826,1 | 1 649,2 |
| Évolution sur un an (en %) | 4,6 % | - 61,8 % | 9,1 % | 12,4 % | 3,0 % |

(1) Fusion avec ACMN IARD SA à effet du 1^{er} janvier 2018

ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL VIE SA

Société Anonyme au capital de 778 371 392,00 €, entreprise régie par le Code des assurances
Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen - 67000 Strasbourg

Le chiffre d'affaires d'ACM VIE SA s'établit à 5,9 milliards d'euros en baisse de 16,3 %. Les mesures prises par la société fin 2019 pour limiter la dilution des rendements dans un environnement de taux très bas ont entraîné un fort recul de la collecte d'assurance vie en euros, accentué par le contexte de crise sanitaire.

La poursuite de la baisse des taux d'intérêt, le recul des produits financiers et la charge des décès des branches prévoyance et emprunteurs due à la pandémie ont obéré les résultats de la société, lequel atteint 407,9 millions d'euros, en baisse de 12,9 % par rapport à l'exercice précédent.

(en millions d'euros)

| ACM VIE SA | Chiffre d'affaires | Résultat net | Total bilan | Provisions techniques | Fonds propres et résultat avant affectation |
|-----------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|-----------------------|---|
| 2016 (1) | 6 971,9 | 423,2 | 81 683,9 | 70 904,1 | 4 263,8 |
| 2017 | 6 238,4 | 417,5 | 82 882,5 | 73 021,8 | 4 609,9 |
| 2018 (2) | 7 428,4 | 438,7 | 97 729,4 | 84 022,3 | 5 882,6 |
| 2019 | 7 064,3 | 468,1 | 102 039,5 | 87 782,9 | 5 212,3 |
| 2020 | 5 911,7 | 407,9 | 104 069,1 | 88 922,6 | 5 658,7 |
| Évolution sur un an (en %) | - 16,3 % | - 12,9 % | 2,0 % | 1,3 % | 8,6 % |

(1) Fusion avec SÉRÉNIS VIE SA à effet du 1^{er} janvier 2016

(2) Fusion avec ACMN VIE SA à effet du 1^{er} janvier 2018

ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL VIE SAM

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, entreprise régie par le Code des assurances
Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen - 67000 Strasbourg

Le chiffre d'affaires s'élève à 207,7 millions d'euros, en baisse de 79,1 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est la conséquence de la fermeture à la souscription de la formule privilège du Plan Assurance Vie fin 2019. À compter de cette date, ACM VIE SAM ne commercialise plus de nouveaux contrats. La branche

assurance vie et capitalisation représente 81,6 % du chiffre d'affaires de la société à fin 2020.

Le résultat 2020 s'établit à 50,9 millions d'euros en progression de 55,9 % par rapport à l'exercice précédent (32,6 millions d'euros).

(en millions d'euros)

| ACM VIE SAM | Chiffre d'affaires | Résultat net | Total bilan | Provisions techniques | Fonds propres et résultat avant affectation |
|-----------------------------------|--------------------|---------------|--------------|-----------------------|---|
| 2016 | 528,6 | 50,5 | 13 032,3 | 10 893,3 | 1 332,9 |
| 2017 | 524,3 | 47,0 | 13 399,7 | 11 163,1 | 1 392,1 |
| 2018 | 680,5 | 57,1 | 13 765,2 | 11 377,2 | 1 452,2 |
| 2019 | 992,6 | 32,6 | 14 680,7 | 12 100,1 | 1 485,3 |
| 2020 | 207,7 | 50,9 | 14 697,2 | 11 821,5 | 1 540,0 |
| Évolution sur un an (en %) | - 79,1 % | 55,9 % | 0,1 % | - 2,3 % | 3,7 % |

AGRUPACIÓ AMCI D'ASSEGURANCES I REASSEGURANCES SA

Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances SA
Société Anonyme au capital de 200 000 000,00 €
Siège social : Carretera de Rubí, 72-74. Edificio Horizon - 08174 Sant Cugat del Vallès (Barcelona) (Espagne)

Le GACM ESPAÑA SA détient 95,22 % du capital de la société d'assurance santé espagnole AGRUPACIÓ AMCI D'ASSEGURANCES I REASSEGURANCES SA.

Au 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires de la société s'établit à 299,3 millions d'euros. Le résultat net est de 1,3 million d'euros.

(en millions d'euros)

| AGRUPACIÓ AMCI SA | Chiffre d'affaires | Résultat net | Total bilan | Provisions techniques | Fonds propres et résultat avant affectation |
|-----------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|-----------------------|---|
| 2016 | 203,8 | 2,8 | 797,4 | 505,9 | 244,4 |
| 2017 | 207,9 | 8,0 | 819,5 | 525,7 | 248,4 |
| 2018 (1) | 213,8 | 9,8 | 828,0 | 539,3 | 252,3 |
| 2019 | 257,1 | 9,2 | 866,6 | 546,7 | 269,1 |
| 2020 | 299,3 | 1,3 | 923,9 | 600,5 | 273,7 |
| Évolution sur un an (en %) | 16,4 % | - 85,4 % | 6,6 % | 9,8 % | 1,7 % |

(1) Fusion avec AMSYR à effet du 1^{er} janvier 2018

GACM SEGUROS GENERALES COMPAÑÍA DE SEGUROS Y REASEGUROS SAU

Société Anonyme au capital de 16 330 662,00 €

Siège social : Carretera de Rubí, 72-74. Edificio Horizon - 08174 Sant Cugat del Vallès (Barcelona) (Espagne)

Le GACM ESPAÑA SA détient 100 % du capital de la société d'assurance espagnole AMGEN SEGUROS SA, nouvellement dénommée GACM SEGUROS SAU.

et atteint 14,1 millions d'euros, porté par une sinistralité des portefeuilles automobile et santé impactés positivement par les mesures de confinement en Espagne.

Au 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires de la société s'établit à 185,6 millions d'euros. Le résultat net augmente

(en millions d'euros)

| GACM SEGUROS SAU | Chiffre d'affaires | Résultat net | Total bilan | Provisions techniques | Fonds propres et résultat avant affectation |
|-----------------------------------|--------------------|----------------|--------------|-----------------------|---|
| 2016 | 162,0 | 8,5 | 289,9 | 135,6 | 128,3 |
| 2017 | 176,7 | 4,8 | 318,3 | 164,0 | 129,0 |
| 2018 | 190,6 | 2,1 | 281,1 | 167,5 | 96,0 |
| 2019 | 205,5 | 2,5 | 295,2 | 176,7 | 97,1 |
| 2020 | 185,6 | 14,1 | 301,2 | 173,1 | 112,0 |
| Évolution sur un an (en %) | - 9,7 % | 472,6 % | 2,0 % | - 2,0 % | 15,3 % |

PARTICIPATIONS DESJARDINS ASSURANCES

Depuis 1989, un partenariat lie le GACM au groupe d'assurance canadien Desjardins, au sein duquel le GACM détenait une participation de 10 % dans le capital des six sociétés opérationnelles. Au 1^{er} janvier 2020, le GACM a échangé ses titres dans les six sociétés opérationnelles du groupe contre une participation directe au capital de la holding Desjardins Groupe d'Assurances Générales (DGAG).

Au cours de l'exercice 2019, DGAG a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 5 535,8 millions de dollars canadiens (contre 4 920,4 millions de dollars canadiens en 2018) et un résultat consolidé de 193,7 millions de dollars canadiens (contre 184,9 millions de dollars canadiens en 2018). Ses fonds propres consolidés s'élevaient à 2 645,6 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2019 (contre 2 395,5 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2018).

LES MOYENS HUMAINS DU GROUPE

La totalité du personnel affecté à la gestion des sociétés d'assurances françaises est salariée du GIE ACM et bénéficie d'un statut social unique.

L'effectif moyen annuel des salariés du GIE ACM et des autres sociétés du groupe (en équivalent temps plein)

totalise 3 640 personnes au 31 décembre 2020 (dont 880 personnes à l'international) contre 3 654 personnes au 31 décembre 2019 (dont 908 personnes à l'international).

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice 2020.

IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Conformément aux articles L.225-102-1 et R.225-104 du Code de commerce, la société est tenue de communiquer, dans le rapport de gestion, une déclaration de performance extrafinancière (ci-après « DPEF ») dès lors que son chiffre d'affaires ou son bilan dépasse 100 millions d'euros et ses effectifs excèdent 500 salariés.

La société GACM SA faisant partie du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, la DPEF est produite au niveau de l'entité tête de groupe (la Confédération Nationale du Crédit Mutuel) et intégrée dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Les travaux dans ce domaine sont menés par un groupe de travail constitué au niveau de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Le GACM met en œuvre les actions retenues en ce domaine.

Par conséquent, l'ensemble des informations du GACM est communiqué dans le rapport de gestion de l'entité consolidante de plus haut niveau, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, conformément à l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

PERSPECTIVES POUR 2021

La crise économique, conséquence de la crise sanitaire

Le retour à la normale prendra vraisemblablement encore un certain temps et la crise économique produira des effets à moyen terme. Ainsi les difficultés rencontrées par les assurés risquent d'entraîner des sinistres complémentaires en incapacité de travail voire en perte d'emploi en 2021. Des défaillances d'entreprises et par là-même des défauts de paiement sont à craindre également. En santé, le recul important des consultations et des soins constatés en 2020 peut aboutir à une hausse sensible des frais de soins en 2021 du fait de détections tardives ou d'aggravations dans les pathologies.

Actualisation du plan stratégique ENSEMBLE#NOUVEAUMONDE, plus vite, plus loin !

Les projets du GACM s'inscrivent dans le plan stratégique du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Suite à la crise, le plan initial a été revu permettant ainsi d'accélérer les investissements technologiques et humains en cohérence avec les engagements environnementaux et sociétaux, tout en préservant la solidité financière du Groupe. Les objectifs

initiaux sont conservés : devenir un acteur prépondérant de la protection sociale, un enjeu qui se trouve renforcé en plein contexte de crise sanitaire et économique, développer les offres de retraite au travers de la mise en place des PER et déployer des services numériques visant à améliorer l'expérience client.

Pour le GACM cela se traduit principalement par le renforcement de sa présence sur le marché des professionnels et entreprises. Ainsi, les nouvelles offres à destination des professionnels et entreprises lancées fin 2020 continueront leur développement en 2021 : le PER collectif mis en place dans le cadre de la loi PACTE, la multirisque « Multi Pro » et Assur Prêt Pro et Entreprise en assurance des emprunteurs.

L'offre aux professionnels et entreprises sera complétée en 2021 avec des produits de santé et prévoyance collectives, afin de permettre aux réseaux de proposer une gamme complète et adaptée.

Le développement à l'international du modèle de bancassurance sera par ailleurs poursuivi en Belgique, en partenariat avec le réseau Beobank, et en Allemagne.

Fait à Strasbourg, le 10 février 2021.